

France: croissance "solide" en vue pour le troisième trimestre

Paris, 30 oct. 2017 (AFP) -

Une consommation solide et des entreprises qui voient l'avenir en rose: l'Insee dévoilera mardi sa première estimation de la croissance en France au troisième trimestre, qui devrait confirmer la bonne tenue de l'activité, dans un contexte international porteur.

Dans sa dernière note de conjoncture, publiée début octobre, l'organisme public avait pronostiqué une hausse du Produit intérieur brut (PIB) de 0,5% entre juillet et septembre. Un chiffre conforme à celui de la Banque de France, mais aussi de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et de plusieurs organismes bancaires.

"Il y a une convergence très nette" entre les différents organismes de prévision, reconnaît Xavier Ragot, président de l'OFCE, qui explique ce phénomène par l'existence de fondamentaux économiques à la fois clairs et cohérents.

"On est sur une trajectoire de consolidation", avec des "signaux positifs", explique-t-il à l'AFP.

Si la prévision de l'Insee était confirmée, ce serait le quatrième trimestre consécutif de croissance à 0,5% en France. Une prouesse inédite depuis 2010-2011, où trois trimestres avec une hausse de 0,6% du PIB, puis un dernier avec une hausse de 1,1%, s'étaient enchaînés.

"On commence à avoir une chronique de chiffres robustes", commente Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas.

Pour le troisième trimestre, "l'ensemble des composantes de la croissance devrait participer" à atteindre ce chiffre de 0,5%, anticipe-t-elle à l'AFP.

La consommation des ménages s'est ainsi maintenue à un niveau élevé, malgré une légère érosion en août. Le climat des affaires, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprises, a lui aussi connu une dynamique positive, atteignant en septembre un niveau inédit depuis six ans.

Selon une étude du cabinet Altares, le nombre de défaillances d'entreprises a par ailleurs baissé de 5,2% sur un an au troisième trimestre, atteignant son plus bas niveau depuis dix ans.

Quant au chômage, il a fortement baissé en septembre, avec 64.800 demandeurs d'emploi en moins, selon le ministère du travail.

- Tendances pérennes ? -

Selon Alexandre Vincent, économiste à l'institut Coe-Rexecode, proche du patronat, l'investissement productif devrait soutenir en particulier cette croissance.

"Dans une orientation générale plutôt favorable, les entreprises sont amenées à juguler les contraintes sur leurs capacités de production", en investissant dans des équipements pour augmenter leurs cadences et leur offre, explique-t-il à l'AFP.

Une tendance rendue possible par le fait que "l'on constate depuis plusieurs mois une restauration de la rentabilité des entreprises", observe Xavier Ragot.

Seul élément d'incertitude, la dynamique des exportations - qui pèse traditionnellement sur la croissance tricolore - sera scrutée de près: sera-t-elle affectée par l'appréciation récente de l'euro ou pas?

Pour Hélène Baudchon, même si celles-ci devraient ralentir par rapport à un très bon deuxième trimestre, elles devraient tout de même enregistrer une forte progression entre juillet et septembre.

Même anticipation à l'Insee, qui prévoyait dans sa note de conjoncture que les ventes à l'export profiteraient "partiellement de la reprise du commerce mondial mais aussi du retour des touristes", dont les dépenses sur le territoire national sont considérées comme des exportations dans les comptes nationaux.

Au total, "a priori, sauf choc externe, on est sur une tendance pérenne" d'amélioration de la conjoncture, estime Mme Baudchon. "On a mis du temps à s'extirper du 1% de croissance annuel, mais désormais cela prend bonne forme".

Selon l'Insee, la croissance devrait en effet atteindre 1,8% sur l'ensemble de l'année, un niveau "inédit depuis



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 30 octobre 2017 - Edition Fil Eco

2011".

Un chiffre que le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire a repris à son compte début octobre, alors que le projet de loi de finances (PLF) présenté fin septembre tablait encore officiellement sur une prévision de 1,7% de hausse du PIB.

Cette accélération de l'activité, synonyme de recettes supplémentaires pour l'Etat, sera bienvenue pour le gouvernement qui veut passer sous la barre des 3% de déficit public dès cette année pour contenter Bruxelles.
edy-vab/fka/jpr

BNP PARIBAS

Afp le 30 oct. 17 à 07 00.